

**MINISTERE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES**

-----

*Comité National de Politique  
Economique  
(CNPE)*

**REPUBLIQUE DU MALI**  
**Un Peuple - Un But - Une Foi**

**VINGT CINQUIEME  
RAPPORT TRIMESTRIEL  
DU COMITE NATIONAL DE POLITIQUE ECONOMIQUE  
SUR LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU  
MALI  
(1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2003)**

**Mai 2003**

## TABLE DES MATIERES

<b>AVANT - PROPOS</b> .....	<b>3</b>
<b>RESUME INTRODUCTIF</b> .....	<b>4</b>
<b>1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL</b> .....	<b>6</b>
<b>2. ANALYSE DE L'EVOLUTION RECENTE DE L'ECONOMIE MALIENNE</b> .....	<b>8</b>
<b>2.1. EVOLUTION DE LA CONJONCTURE DANS LE SECTEUR REEL</b> .....	<b>8</b>
2.1.1. Evolution de la production et Croissance du PIB .....	8
2.1.2. L'évolution de la consommation .....	10
2.1.3. Prix et Inflation: .....	10
<b>2.2. FINANCES PUBLIQUES</b> .....	<b>11</b>
2.2.1. Recettes et dons .....	11
2.2.2. Dépenses .....	11
2.2.3. Déficit .....	11
2.2.4. Variation des arriérés et Ajustement base caisse .....	11
2.2.5. Financement .....	12
<b>2.3. COMMERCE EXTERIEUR</b> .....	<b>12</b>
2.3.1. Les importations du 1er trimestre 2003: .....	12
2.3.2. Les exportations au 1er trimestre 2003 .....	14
2.3.3. Echanges intra-communautaires: .....	16
<b>2.4. BALANCE DES PAIEMENTS</b> .....	<b>24</b>
<b>2.5. ANALYSE DE LA SITUATION MONETAIRE au 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2003</b> .....	<b>24</b>
2.5.1. Avoirs extérieurs nets .....	25
2.5.2. Masse Monétaire .....	25
2.5.3. Intervention de la Banque Centrale .....	26
<b>2.6. SITUATION DE LA DETTE EXTERIEURE AU 31 mars 2003</b> .....	<b>29</b>
<b>3. SURVEILLANCE MULTILATERALE</b> .....	<b>30</b>
<b>3.1. CONVERGENCE REELLE</b> .....	<b>30</b>
3.1.1. Croissance économique .....	30
3.1.2. Investissement .....	30
3.1.3. Production .....	30
3.1.4. Echanges extérieurs .....	31
<b>3.2. CONVERGENCE NOMINALE</b> .....	<b>31</b>
Critère de 2 <sup>nd</sup> rang .....	31
<b>CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS</b> .....	<b>32</b>

## **AVANT - PROPOS**

Le rapport du Comité National de Politique Economique du Mali (C.N.P.E.) analyse la situation économique et financière du pays après chaque trimestre. Il embrasse les domaines suivants :

- le secteur réel à travers les comptes économiques de la nation,
- les finances publiques, à partir du Tableau des Opérations Financières de l'Etat, et de la dette publique,
- le secteur monétaire sur la base de la situation monétaire intégrée.
- les relations économiques avec le reste du monde, notamment l'analyse des statistiques du commerce extérieur et de la Balance des paiements.

Le rapport fait ressortir l'évolution des indicateurs de convergence au cours du trimestre sous étude, et apprécie leur niveau par rapport aux normes fixées au sein de l'UEMOA.

Pour certaines statistiques comme les comptes économiques et la Balance des Paiements dont les publications sont annuelles, des analyses comparatives sont faites par rapport aux années antérieures.

## RESUME INTRODUCTIF

Le Gouvernement du Mali a décidé de faire du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP), couvrant la période 2002-2006, le cadre unique de ses politiques et stratégies à moyen terme et le principal document de négociation avec l'ensemble des partenaires techniques et financiers. Le CSLP est articulé autour de trois principaux axes relatifs à :

- 1) une amélioration de la gouvernance et de la participation ;
- 2) un développement humain et le renforcement de l'accès aux services sociaux de base ;
- 3) un développement économique.

Ces différents axes contiennent en leur sein cinq principaux thèmes qui doivent constituer les domaines d'intervention pour atteindre l'objectif de croissance économique durable et réductrice de pauvreté. Le CSLP traduit l'engagement du Gouvernement à mettre en œuvre les réformes structurelles indispensables pour donner davantage de souplesse à l'économie et diversifier la production et les exportations. Ces réformes viseront à :

- promouvoir une croissance économique forte et durable ;
- réduire la pauvreté, dans le but de relever à long terme le niveau de vie de la population ; et
- assurer la viabilité financière à moyen terme.

Ainsi, l'État devra continuer à se recentrer sur les missions classiques tout en favorisant la promotion du secteur privé avec la création d'un cadre régulier de concertation et de stabilisation de l'économie. Il poursuivra l'amélioration et la surveillance des mécanismes du marché, oeuvrera à l'instauration d'un environnement judiciaire et réglementaire sain et transparent, favorisant les investissements privés nationaux et étrangers, ainsi que l'accroissement des investissements dans les infrastructures et le développement des ressources humaines.

En matière de finances publiques, l'amélioration du niveau des finances publiques sur la période de référence sera imputable à l'augmentation des ressources internes, liée principalement à la réforme de la fiscalité. L'application de la politique fiscale et le maintien de la rigueur dans la maîtrise des dépenses budgétaires conduiront à une situation budgétaire soutenable sur l'ensemble de la période.

La mise en œuvre effective de cette stratégie devrait permettre au Mali de :

- ✓ réaliser un taux de croissance du PIB réel de l'ordre de 6,5% par an sur la période 2002-2006 ;
- ✓ contenir le déficit global des opérations financières de l'État à un niveau soutenable et ;
- ✓ réduire le déficit extérieur courant de la balance des paiements (hors transferts officiels) à moins de 9 % du PIB sur la période.

En 2002, la croissance économique de l'Union se situerait à 4,8% indiquant une accélération de croissance pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive. Cette reprise serait portée par l'ensemble des secteurs. Ces perspectives sont compromises par la crise politico militaire que

vit la Côte d'Ivoire depuis le 19 septembre 2002 et dont les répercussions sont multiples pour les autres pays de l'UEMOA notamment les pays enclavés tels que le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

L'évolution de la conjoncture économique et financière au Mali durant le premier trimestre 2003, objet du présent rapport, résulte à la fois du contexte macro-économique et des conséquences de l'environnement mondial sur l'économie nationale.

Selon les prévisions actuelles et sur la base du PIB plus comparable, le taux de croissance de l'économie malienne en 2003 est estimé à 2,9 % contre 3,9 % en 2002. Quant au déflateur, il est de 2,5% en 2003 contre 3,1% en 2002.

L'inflation est mesurée au Mali, à travers l'Indice Harmonisé des Prix à la consommation (IHPC). Au premier trimestre 2003, l'indice des prix à la consommation des ménages à Bamako s'est situé à 110,9 à fin mars 2003. L'évolution mensuel des prix est de -0,6% par rapport au mois de février 2003. Par rapport au mois de décembre 2002, les prix ont baissé de 1,7%. En un an (mars 2003 par rapport à mars 2002), les prix ont augmenté de 0,9%.

L'indicateur de convergence (taux d'inflation moyen annuel) du mois de mars 2003 est de 4%. Le niveau de l'indicateur est en baisse depuis la fin de l'année 2002

En matière de finances publiques, le solde global, dons inclus et avant moratoire de paiement, s'est établi à +0,6 milliard de Fcfa à fin mars 2003 contre -35,4 milliards prévus et -18,1 milliards réalisés une année plus tôt.

S'agissant des échanges avec l'extérieur, la balance commerciale dégage un excédent de 140,7 milliards de Fcfa en 2002 contre un déficit de 7,0 milliards de Fcfa en 2001. Le déficit courant est passé de 227,3 milliards en 2001 à 92,2 milliards en 2002.

L'évolution de la situation monétaire estimée à fin mars 2003, comparée à celle à fin décembre 2002, est marquée par :

- une hausse des avoirs extérieurs nets (8,9%);
- une diminution du crédit intérieur (1,5%);
- un accroissement de la masse monétaire (3,8%)

La position nette du Gouvernement est ressortie à - 31,5 milliards de F CFA à fin mars 2003 contre - 27,5 milliards en décembre 2002, soit une amélioration de 4,1 milliards.

L'encours de la dette publique à moyen et long terme est estimé à 1.772,8 milliards de F CFA dont : 1 298,4 milliards de F CFA au titre de la dette multilatérale et 474,4 milliards de FCFA pour la dette bilatérale .

## **1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL**

En 2001, l'économie mondiale a connu un ralentissement de l'activité. Le taux de croissance s'est en effet établi à 2,5 % contre 4,8 % en 2000.

Ce ralentissement s'est toutefois déroulé dans un contexte d'inflation modérée avec un léger fléchissement des cours du pétrole sur le marché international et une persistance de la chute des cours des matières premières en particulier le coton, le café et le caoutchouc. Cependant, pour le cacao, une légère remontée a été observée au quatrième trimestre 2001. Cette tendance s'est confirmée au cours des premiers mois de l'année 2002.

Cette faiblesse de l'activité économique mondiale qui résulte essentiellement d'une contraction de l'investissement et de la consommation des ménages a été plus accentuée dans les pays industrialisés que dans les pays en développement.

### **1.1. PREVISION POUR 2002**

#### **1.1.1. PRODUCTION**

Pour 2002, l'économie mondiale devrait connaître une légère reprise. Les prévisions de croissance économique se chiffrent à **2,8% en 2002** contre un taux de 2,5% observé en 2001, soit une timide accélération de 0,3 point de pourcentage.

La prudence dans les prévisions de 2002 se justifie par des incertitudes politiques liées à la situation au Moyen Orient, la faiblesse persistante de la demande au Japon et la croissance modérée en Europe.

**Aux Etats-Unis**, les signes de la reprise se précisent davantage. Les stocks se reconstituent comme lors des précédentes reprises, la consommation reste ferme et l'investissement pourrait s'améliorer suite à la réduction des charges fiscales approuvées par le Congrès. Dans ces conditions, la croissance économique pourrait s'établir à **2,3% en 2002**. Elle constituerait le moteur de la croissance mondiale.

**Dans la zone Euro**, on observe un redressement des anticipations des entrepreneurs. Cela devrait induire un comportement moins restrictif en matière d'investissement. Par ailleurs, la reprise américaine et la dissipation des incertitudes au niveau mondial soutiendraient le redressement des exportations européennes. Cependant la lenteur observée dans la mise en œuvre des réformes structurelles devrait contribuer à limiter le taux de croissance à **1,5% en 2002**, contre 1,7% observé en 2001.

**En France**, le taux de croissance s'établirait à **1,4% en 2002** contre 2,0% en 2001. La progression de la consommation des ménages, moins forte que celle observée en 2001 serait de 1,5% en 2002. Quant aux investissements privés, ils n'augmenteraient légèrement que de 0,6%.

**Au Japon**, au regard des résultats encore peu satisfaisants des entreprises, la récession s'accroîtrait en 2002, avec une baisse de la production de près de 1%.

**Dans les pays en développement**, la maîtrise de l'inflation autorise des perspectives économiques meilleures. En effet pour 2002, le taux de croissance pourrait se situer à **4,3%** contre 4,0% en 2001. Toutefois, s'agissant de l'Afrique, le rythme de progression de l'activité économique ralentirait en 2002. Le taux de croissance serait **de 3,4 % en 2002** contre 3,7% en 2001.

### **1.1.2. PRIX A LA CONSOMMATION**

**Aux Etats Unis**, la décélération des prix observée en 2001 pourrait se poursuivre en 2002. Le taux d'inflation serait à **1,4% en 2002** contre 2,8% en 2001. Le repli des cours du pétrole ainsi que le retour des gains de productivité seraient à l'origine de la baisse de l'inflation.

**Au Japon**, la faiblesse de la demande intérieure ainsi que l'ouverture des produits asiatiques dont les coûts sont relativement bas permettrait la poursuite de la déflation en 2002. Le taux d'inflation s'établirait à **- 1,1% en 2002** contre - 0,7%.

**Dans la zone Euro**, l'inflation décélérerait à l'horizon 2002, en raison de la décrie des prix de l'énergie. Le taux d'inflation se situerait à plus de **2,0% en 2002** contre 2,6% en 2000.

### **1.1.3. MATIERES PREMIERES**

Pour la plupart des matières premières, le mouvement de baisse des cours observé en 2001 devrait s'inverser à la fin du premier semestre 2002, en liaison avec les perspectives d'amélioration de l'activité économique mondiale.

Pour le cacao, les cours remontent depuis la fin de l'année 2001. Le phénomène devrait en effet s'amplifier en 2002 au regard des contre-performances des dernières récoltes qui ont accusé une baisse de 8,5 % face à une demande croissante.

S'agissant du pétrole, le prix du baril serait autour de 22 dollars, en raison des difficultés des pays de l'OPEP à respecter les accords de réduction des quotas.

L'or qui a retrouvé son rôle de valeur refuge en 2001 devrait continuer à se renchérir en 2002.

Pour le coton, le marché reste en situation d'offre excédentaire en début d'année 2002. Dans ce contexte, il ne faudrait pas s'attendre à un redressement du cours du coton. Il se situerait à 719,2 FCFA/kg en 2002.

### **1.1.4. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE L'UNION**

En 2002, la croissance économique de l'Union se situerait à 4,8% contre 2,4% en 2001. Ceci marque une accélération de la croissance pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive.

La reprise serait portée par l'ensemble des secteurs

Toutefois, ces perspectives sont compromises par la crise politico militaire que vit la Côte d'Ivoire depuis le 19 septembre 2002. La Côte d'Ivoire étant une des locomotives de la sous région la rebellions armée a eu des répercussions multiples sur les économies des autres pays de l'UEMOA notamment les pays continentaux tels que le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

## 2. ANALYSE DE L'EVOLUTION RECENTE DE L'ECONOMIE MALIENNE

Après la crise cotonnière qui avait ébranlé l'activité économique nationale en 2000, la reprise de la production dans l'agriculture en 2001 a permis d'impulser le taux de croissance de l'économie à un niveau record de 12,0%. Ceci a contribué à relancer la consommation des ménages et à accroître le volume des investissements. En 2002, malgré l'organisation de la CAN et des élections présidentielles et législatives, l'accroissement de la consommation finale totale a connu un ralentissement par rapport l'année précédente. Toutefois, les prévisions de 2003 sont optimistes avec un taux d'accroissement de la consommation finale de 8,4% attendu, contre 4,1% réalisé en 2002.

### 2.1. EVOLUTION DE LA CONJONCTURE DANS LE SECTEUR REEL

L'analyse de la conjoncture économique dans le secteur réel se fera à partir de :

- la production
- la consommation
- l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC).

L'analyse est basée sur les données du PIB plus comparable et ces données diffèrent de celles résultant de l'ancienne méthode de calcul du PIB.

#### 2.1.1. Evolution de la production et Croissance du PIB

Avec le PIB plus comparable les taux de croissance de l'économie pour ces trois dernières années sont établis à -3,3% en 2000 ; 12,0% en 2001 et 3,9% en 2002.

#### • Le primaire

En 2002, La valeur ajoutée du primaire s'est établit à 798,2 milliards de FCFA contre 778,0 milliards en 2001 soit une augmentation de 2,6%. En 2003, il est attendu une contribution de 898,3 milliards de Fcfa soit une augmentation de 12,5% par rapport à 2002. L'évolution des taux de croissance au niveau des différents sous-secteurs du primaire se présente comme suit :

**Tableau N°1 : Taux de croissance des valeurs ajoutées des sous secteurs du primaire de 2001 à 2003**

Années \ Sous secteurs	2001	2002	2003 <sup>(1)</sup>
Agriculture	36,4 %	0,1 %	13,9 %
Pêche	5,4 %	4,0 %	10,4 %
Recherche minière	5,4 %	10,2 %	11,1 %
TOTAL PRIMAIRE	22,0%	2,6%	12,5%

(1) taux de croissance prévisionnel pour 2003

**Source :** DNSI



Du tableau qui précède, il ressort qu'au niveau de la production du secteur primaire, l'année 2002 comparée à 2001 et aux prévisions 2003 est une année de très faible croissance notamment au niveau de l'agriculture et de l'élevage.

Cette contre performance du secteur constatée en 2002 pourrait trouver son explication dans la mauvaise campagne agricole réalisée en 2002/2003, la mauvaise pluviométrie étant la cause principale.

Au niveau de la production céréalière on est passé de 2.322.379 tonnes en 2001 à 2.267.923 tonnes en 2002 soit une diminution de 2,3% due essentiellement à la production de riz paddy qui enregistre une baisse de 26,2%. Tout comme les céréales, la culture de coton marque aussi un recul au niveau de sa production qui est retombée de 588.053 tonnes en 2001 à 432.004 tonnes en 2002. Il est prévu que la production atteigne les 600.000 tonnes en 2003.

#### • Le secondaire

En 2002, il a été enregistré une hausse la production minière. L'extraction d'or a atteint 63,4 tonnes contre 53,6 tonnes une année plus tôt, soit une hausse de 18,3%.

La production d'électricité cumulée a été de 578,3 millions de KWH en 2002 contre 504,9 millions de KWH en 2001, soit une augmentation 14,5% contre 7,7% en 2001. Cette évolution est due d'une part, au renforcement de la capacité de production dans certaines localités en liaison avec l'organisation de la CAN, et d'autre part à la mise en service de la centrale de Manantali.

Au premier trimestre 2003, l'indice globale de production industrielle a augmenté par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2002. Il est ainsi passé de 192,8 à 310,1 soit une croissance de 60,8%. Ce bond par rapport au trimestre précédent s'explique par l'augmentation de la production au niveau des industries textiles 130,3% et au niveau des industries alimentaires 43,5%. Par rapport à son niveau au 1<sup>er</sup> trimestre de 2002, la production industrielle au 1<sup>er</sup> trimestre 2003 enregistre une baisse dans toute les branches exceptées les industries mécaniques. (voir tableau)

**Tableau N°2 : Indice de la production industrielle au 1er trimestre 2003 comparé au 4ème trimestre 2002 et au 1er trimestre 2002**

INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE	Indice Global	Industries alimentaires	Industries chimiques	Industries mécaniques	Industries textiles
1er trimestre 2003	310,1	205,7	96,9	387,1	460,8
4ème trimestre 2002	192,8	143,3	80,9	389,2	200,1
1er trimestre 2002	344,9	218,8	114,4	366,3	548,3
Croissance 1er trimestre 2003 Par rapport au 4ème trimestre 2002	60,8%	43,5%	19,8%	-0,5%	130,3%
Croissance 1er trimestre 2003 par rapport au 1er trimestre 2002	-10,1%	-6,0%	-15,3%	5,7%	-16,0%

Source : DNSI

Si la valeur ajoutée du secondaire a régulièrement cru depuis l'année 2000, les prévisions de 2003 dégagent une croissance négative (-5,1%). Celle-ci dépendra en grande partie du sous secteur industrie extractive dont la valeur ajoutée devrait baisser de 13 % en 2003 par rapport à son niveau de 2002.

- **Le tertiaire**

La valeur ajoutée du tertiaire est passée d'un taux de croissance de 7,9 % en 2001 à 3,9 % en 2002 et l'on prévoit 5,9 % pour 2003.

### **2.1.2. L'évolution de la consommation finale et de la FBCF**

La consommation finale a cru de 4,2% en 2002, tandis qu'elle avait connu une hausse plus marquée l'année précédente (8,5%). En 2003 elle devrait croître au même rythme qu'en 2001. La consommation finale constitue 77,1% du PIB en 2002 contre 78,1% en 2001 et elle devrait atteindre 83,6% du PIB en 2003.

La consommation finale se répartie entre consommation finale des ménages et consommation finale des administrations.

La consommation finale des ménages constitue 80,8% de la consommation finale totale en 2002. En 2003 elle sera d'environ 81,4%. Elle a cru de 7,9% en 2001 et de 3,7% en 2002. Il est prévu un taux de croissance plus élevé en 2003 (9,3%).

La consommation finale des administrations moins importante par rapport à celle des ménages, elle est passée d'un taux de croissance de 11,6% en 2001 à 6,4% en 2002 et 4,7% prévu pour 2003.

Le niveau de la (FBCF) est passé de 419,8 milliards de Fcfa en 2001 à 438,3 milliards de Fcfa en 2002 soit une augmentation de 4,4%. En 2003 cette augmentation devrait se situer à 3,0%. La FBCF privée a augmenté de 5,7% en 2002 par rapport à 2001. Quant à la FBCF publique, elle a cru de 2,5% pendant la même période en passant de 168,3 milliards de Fcfa en 2001 à 172,5 milliards de Fcfa en 2002 pour atteindre 176,8 milliards dans les prévisions de 2003.

### **2.1.3. Prix et inflation:**

En novembre et décembre 2002, le niveau de l'indice des prix observait un certain fléchissement pour se situer respectivement à -0,1% et -1,3%. Au mois de décembre 2002, le niveau de l'indice des prix à la consommation des ménages à Bamako s'est situé à 112,8. En un an (décembre 2002 par rapport à décembre 2001), les prix ont augmenté de 4,1%.

L'inflation moyenne mesurée par la variation annuelle de l'IHPC (moyenne 12 mois) a été ainsi de 5,3% en septembre 2002 et 5,0% en décembre 2002, ce qui n'atteignait pas la norme communautaire de 3,0%.

Au cours de l'année 2002, les postes qui ont observé les fortes hausses sont les suivants:

- Céréales non transformées (-8,2%) ;
- Poissons et autres produits frais de la pêche (+10,1%) ;

- Autres matières grasses (+12,4%) ;
- Logements, eau, électricité , gaz et autres combustibles (+8,4%) ;
- Santé (+7,8%).

Au premier trimestre 2003, l'indice des prix à la consommation des ménages à Bamako s'est situé à 110,9 à fin mars 2003. L'évolution mensuel des prix est de -0,6% par rapport au mois de Février 2003. Par rapport au mois de décembre 2002, les prix ont baissé de 1,7%. En un an (mars 2003 par rapport à mars 2002), les prix ont augmenté de 0,9%.

La baisse par rapport au mois précédent est due aux céréales transformées (-1,6%) mil, sorgho, riz brisure

Aux légumes frais (-19,9%)

A l'eau (-6,5%) et l'électricité (-3%)

L'indicateur de convergence (taux d'inflation moyen annuel) du mois de mars 2003 est de 4%. Le niveau de l'indicateur est en baisse depuis la fin de l'année 2002.

## **2.2. FINANCES PUBLIQUES<sup>1</sup>**

### **2.2.1. Recettes et dons**

Les recettes totales à fin mars 2003 ont atteint 97,9 milliards de Fcfa contre 87,8 milliards prévus et 86,7 milliards réalisés une année plus tôt ; soit une hausse respective de 11,5% et 12,9%. La même tendance est observée au niveau des recettes fiscales, où les réalisations ont atteint 80,1 milliards de Fcfa contre une prévision de 72,7 milliards et 74,8 milliards réalisés en fin mars 2002 ; soit une hausse respective de 10,2% et 7,1%.

Les dons à fin mars 2003 s'élèvent à 20,3 milliards contre 16,4 milliards prévus, soit un dépassement de 23,8%. Par rapport à fin mars 2002, ils ont augmenté de 27,7%.

### **2.2.2. Dépenses**

Les dépenses totales et prêts nets cumulées en fin mars 2003, sont ressorties à 117,6 milliards de Fcfa contre une prévision de 139,6 milliards et 120,7 milliards réalisés une année plus tôt ; soit respectivement une baisse de 15,8% et 2,6%.

### **2.2.3. Déficit**

Ainsi, avant moratoire et dons inclus, un excédent de 0,6 milliard a été dégagé en fin mars 2003 contre un déficit prévisionnel de 35,4 milliards et un déficit de 18,1 milliards réalisé en fin mars 2002.

### **2.2.4. Variation des arriérés et Ajustement base caisse**

Les arriérés de paiement intérieur, totalement apurés en fin 1999, n'ont enregistré aucune accumulation. Cependant, au titre de la période complémentaire, 12,4 milliards ont été apurés en fin mars 2003 alors que rien n'était prévu à cet effet, et 13,7 milliards ont été réalisés une année plus tôt.

Les arriérés de paiement extérieur, non plus, n'ont pas enregistré d'accumulation et toutes les échéances, depuis 1994, où l'encours a été totalement apuré, ont été honorées.

<sup>1</sup> Source : DNTCP : Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE)

Le solde base caisse s'est ainsi établi à -11,8 milliards contre -35,4 milliards prévus et -31,8 milliards réalisés une année plus tôt.

#### **2.2.5. Financement**

En fin mars 2003, l'apport consolidé des sources extérieures de financement a atteint 31,9 milliards contre une prévision de 29,1 milliards. L'essentiel de cette contribution provient des emprunts projets (21,2 milliards), des aides budgétaires (13,0 milliards) et du financement exceptionnel que constitue la réduction de la dette au titre de l'initiative PPTE (6,7 milliards). Les paiements au titre des amortissements (intervenant négativement) sont ressortis à 9,0 milliards contre 10,6 milliards attendus et 8,6 milliards remboursés une année plus tôt.

L'apport consolidé des sources internes de financement a été de -20,1 milliards en fin mars 2003 contre +5,1 milliards prévus et -2,4 milliards réalisés en fin mars 2002.

Un tirage de 5,6 milliards a été effectué au titre de la FRPC en mars 2003, mais 1,2 milliards a été remboursé aux bailleurs du PAS, soit un flux net de +4,4 milliards en faveur du Mali.

### **2.3. COMMERCE EXTERIEUR**

#### **2.3.1. Les importations du 1er trimestre 2003:**

Au titre du premier trimestre 2003, les importations au cordon douanier se chiffrent à 142,3 Milliards FCFA pour un volume de 466.886,8 tonnes, avec des droits et taxes de 37,5 Milliards FCFA.

L'analyse de la structure des importations du premier trimestre 2003 indique la prépondérance des hydrocarbures pour une valeur de 30,9 Milliards FCFA, soit 21,72 % des importations globales du trimestre.

Les matériels-appareils-équipements ont été importés pour un volume de 7.098,4 tonnes, évalué à 22,9 Milliards FCFA, soit un taux de participation de 16,13 % en terme de valeur.

Les importations relatives aux médicaments ont suivi pour un volume de 826,6 tonnes, avec une valeur de 11,9 Milliards FCFA, soit un taux de participation de 8,43 % ;

Le ciment a été importé pour un volume de 164.674,1 tonnes, avec une valeur de 9,7 Milliards FCFA, soit un taux de participation de 6,88%.

Les importations de fonte, de fer et d'acier ont été effectuées pour un volume de 20.450,8 tonnes, avec une valeur de 8,0 Milliards FCFA, soit un taux de participation de 5,68% ;

Les véhicules ont été importés pour un volume de 8.719,8 tonnes, avec une valeur de 7,5 Milliards FCFA, soit un taux de participation de 5,27% ;

Les céréales ont été importées pour un volume de 37.521,5 tonnes, avec une valeur de 4,0 Milliards FCFA, soit un taux de participation de 2,87%.

**Tableau N°3 :** Importations des produit pétroliers et non pétroliers du 1<sup>er</sup> trimestre 2003 comparées aux 1<sup>er</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestre 2002 (Poids en tonnes et valeur en Millions F CFA)

Périodes	Réf.	Produits Pétroliers	Produits non Pétroliers	Total
1er Trimestre 2003 (a)	Poids	121452,9	345.433,9	466.886,8
	Valeur	30.909,0	111.399,7	142.308,7
	Droits	15.892,3	21.633,0	37.525,3
4ème Trimestre 2002 (a)	Poids	109.726,2	388.346,7	498.072,9
	Valeur	26.845,0	103.816,8	130.661,8
	Droits	13966,3	28053,3	42019,6
1er Trimestre 2002 ©	Poids	134.387,1	349.467,3	483.854,8
	Valeur	26.755,1	121.146,5	147.901,6
	Droits	18.706,8	26.603,1	45.309,9
Taux Progression (a/b)	Poids	+10,67%	+15,13 %	+13,79 %
	Valeur	-11,05%	+30 %	-22,88 %
	Droits	-6,26%	+8,91 %	-10,66 %
Taux Progression (a/c)	Poids	-9,62 %	+15,5 %	-15,04 %
	Valeur	-1,15 %	-8,0 %	-18,68 %
	Droits	-3,50 %	-3,7 %	-17,18 %

Source : Direction Générale des Douanes

## B ) Analyse comparative :

### B.1 / Par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2002

Par rapport au quatrième trimestre 2002, les importations enregistrées au cours du premier trimestre 2003 ont connu une tendance à la baisse tant au niveau des quantités que des droits et taxes, avec des taux de régression respectifs de 11,05 % et 22,89%. En revanche, les valeurs ont augmenté de 11,6 milliards FCFA, avec un taux de progression de 8,91%.

Concernant les produits pétroliers, on note une hausse au niveau des quantités, des valeurs et des droits et taxes y afférents, avec des taux de progression respectifs de 10,69 %, 15,14 % et 13,79 %.

Quant aux produits non pétroliers, les principaux produits ayant connu une hausse en valeur au cours du trimestre sous étude par rapport au trimestre précédent sont les suivants :

- les matériels-appareils-équipements, en passant de 17,2 milliards FCFA à 22,9 milliards FCFA ;

- les véhicules : de 6,3 milliards FCFA à 7,5 milliards FCFA ;

- le fer, fonte et acier : de 5,2 milliards FCFA à 8,0 milliards FCFA ;

- le ciment : de 7,4 milliards FCFA à 9,7 milliards FCFA ;

- les produits pharmaceutiques : de 4,8 milliards FCFA à 11,9 milliards FCFA.

Les produits non pétroliers ayant connu une baisse en terme de valeur au cours du trimestre sous étude par rapport au trimestre précédent sont les suivants :

- le sucre : de 11,0 milliards FCFA à 3,4 milliards FCFA;

- les céréales : 10,5 milliards FCFA à 4,0 milliards FCFA.

#### **B<sub>2</sub> / Par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2002**

Par rapport au premier trimestre 2002, les importations du trimestre sous étude ont chuté en quantité, en valeur et en droits, en passant respectivement de 483.854,4 tonnes à 466.887 tonnes, de 147,9 milliards FCFA à 142,3 milliards FCFA et de 45,3 milliards FCFA à 37,5 milliards FCFA soit des taux de régression respectifs de 3,51%, de 3,78 et de 17,18%.

Les produits ayant connu une hausse en terme de valeur au cours du trimestre sous étude par rapport au premier trimestre 2002, demeurent :

- les produits pharmaceutiques : de 4,8 milliards FCFA à 11,9 milliards FCFA;

- les véhicules : de 6,3 milliards FCFA à 7,5 milliards FCFA;

- les produits pétroliers : de 26,8 milliards FCFA à 30,9 milliards FCFA;

- les fer, fonte et acier : de 5,2 milliards FCFA à 8,0 milliards FCFA;

- les matériels, appareils et équipements : de 17,2 milliards FCFA à 22,9 milliards FCFA.

Les produits ayant enregistré une baisse au cours du trimestre sous étude par rapport au quatrième trimestre de 2001 sont :

- les ciments : de 11,2 milliards FCFA à 9,7 milliards FCFA ;

- les produits minéraux : de 7,4 milliards F CFA à 3,8 milliards F CFA.

#### **2.3.2. Les exportations au 1er trimestre 2003**

##### **A ) Au titre du 1<sup>er</sup> trimestre 2003 :**

Les exportations de marchandises durant le premier trimestre 2003 se chiffrent à 100,6 milliards FCFA, pour des quantités de 27.838,7 tonnes.

En effet, les exportations d'or se chiffrent à 87,1 milliards FCFA, pour un volume de 14,5 tonnes. En valeur, l'or demeure le plus important produit à l'exportation au titre du trimestre sous étude, avec un taux de participation de 86,62%.

Le coton a été exporté par le port de Dakar, au cours de la période sous étude, à hauteur de 9,3 milliards FCFA, pour un volume de 16.872,3 tonnes. Son taux de participation est de 9,32% en terme de valeur.

A ces principaux produits s'ajoutent les piles et batteries de piles électriques à hauteur de 1,3 milliard FCFA soit 1,34% des exportations totales.

**Tableau N°4 :** Les exportations du 1<sup>er</sup> trimestre 2003 comparées aux 1<sup>er</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestre 2002 (Poids en tonnes et valeur en Millions F CFA)

Périodes	Réf.	Coton	Or	Autres	Total
1 <sup>er</sup> trimestre 2003 (a)	Poids	16.872,3	14,5	10.951,9	27.838,7
	Valeur	9.381,5	87.182,4	4.082,5	100.646,4
4 <sup>ème</sup> trimestre 2002 (b)	Poids	14.412,0	19,038	9.835,4	24.266,4
	Valeur	8.100,0	114.154,4	7.779,6	130.034,0
1 <sup>er</sup> trimestre 2002 (c)	Poids	4.490,0	12,6	12.489,8	16.992,4
	Valeur	3.429,0	75.561,4	4.322,8	83.313,2
Taux Progression (a/b)	Poids	17,0 %	-23,8%	+11,3 %	+14,7 %
	Valeur	15,8 %	-23,6%	-47,5%	-22,6 %
Taux Progression (a/c)	Poids	+275,7 %	+15,0 %	-12,3 %	+63,8 %
	Valeur	+173,5 %	+15,3 %	-5,5 %	+20,8 %

Source : Direction Générale des Douanes

## B ) Analyse comparative

### B-1 Par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2002 :

Par rapport au quatrième trimestre 2002, les exportations enregistrées au cours du premier trimestre 2003, ont connu une forte tendance à la hausse par rapport aux quantités exportées soit un taux de progression de 14,72 %. En revanche, en terme de valeur, une tendance à la baisse a été observée, soit un taux de régression de 22,66%.

La forte régression des exportations en terme de valeur entre le quatrième trimestre 2002 et le trimestre sous étude, s'explique essentiellement par la forte régression enregistrée tant au niveau de l'or (23,63%) qu'au niveau des autres produits (47,52%).

## **B.2 ) Par rapport au 1er Trimestre 2002**

Par rapport au premier trimestre 2002, les exportations du trimestre sous étude, ont augmenté en quantité et en valeur, en passant respectivement de 24.266,4 tonnes à 27.838,7 tonnes et de 83,3 milliards FCFA à 100,6 milliards FCFA, soit des taux d'accroissement respectifs de 14,7 % et de 20,8 %.

En terme de valeur, la plus forte progression a été enregistrée sur le coton dont le niveau exporté passe de 3,4 milliards FCFA à 9,3 milliards FCFA, soit un taux de progression de 173,5%. De même, l'or a enregistré une forte progression en passant de 75,5 milliards FCFA à 87,1 milliards FCFA, soit un taux de progression de 15,4%.

### **2.3.3. Echanges intra-communautaires:**

L'analyse des échanges intra-communautaires se fera à travers les statistiques douanières des importations et des exportations au titre du premier trimestre 2003 par rapport aux premier et quatrième trimestre 2002.

### **A / Importations en provenance de l'Union : (Cf. Tableau N°5)**

#### **1 ) Au titre du 1<sup>er</sup> trimestre 2003**

Au titre du premier trimestre 2003, les importations du Mali en provenance de l'UEMOA se chiffrent à 51,6 milliards FCFA, pour un volume de 314.590,5 tonnes. Elles représentent 36,32 % des importations totales du pays, en terme valeur.

Le Togo et le Sénégal ont été les principaux pays fournisseurs du Mali pendant le trimestre sous étude, avec des taux respectifs de 46,68% et 25,55%.

Cette situation s'explique par le basculement du trafic sur ces deux axes aux détriment de l'axe Abidjan du fait des événements survenus dans ce pays le 19 septembre 2002.

Les principaux produits importés au cours du trimestre sous étude ont été les produits pétroliers, le ciment, les produits chimiques (engrais, fongicides et herbicides), les appareils et équipements et les préparations alimentaires.



**Tableau N°5 : Situation comparative des importations du Mali en provenance des pays membres de l'UEMOA**  
1<sup>er</sup> trimestre 2003 par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2002 et au 1<sup>er</sup> trimestre 2002

Poids : En tonnes												Valeur : En Millions F CFA											
Périodes		1 <sup>er</sup> Trimestre 2003				4 <sup>ème</sup> Trimestre 2002				1 <sup>er</sup> Trimestre 2002				Taux de progression									
		Pays	1	Réf.	Poids (a <sub>1</sub> )	Valeur (b <sub>1</sub> )	Poids (a <sub>2</sub> )	Valeur (b <sub>2</sub> )	Poids (a <sub>3</sub> )	Valeur (b <sub>3</sub> )	(a <sub>1</sub> /a <sub>2</sub> )	(b <sub>1</sub> /b <sub>2</sub> )	(a <sub>1</sub> /a <sub>3</sub> )	(b <sub>1</sub> /b <sub>3</sub> )									
Côte d'Ivoire (1)					40 477,6	8 689,7	46 008,5	8 079,0	295 218,8	46 064,6	-12,0%	7,6%	-86,3%	-81,1%									
Sénégal (2)					90 965,0	13 207,7	89 151,3	11 871,9	83 340,4	11 862,4	2,0%	11,3%	9,1%	11,3%									
Burkina (3)					601,4	244,3	1 700,1	287,4	1 642,2	570,7	-64,6%	-15,0%	-63,4%	-57,2%									
Niger (4)					53,7	46,0	96,4	14,5	115,2	52,8	-44,3%	217,3%	-53,4%	-12,9%									
Togo (5)					161 755,2	24 132,0	96 656,0	17 163,7	19 736,8	4 228,5	67,4%	40,6%	719,6%	470,7%									
Bénin (6)					20 737,7	5 372,0	19 621,0	5 082,9	6 108,5	1 359,1	5,7%	5,7%	239,5%	295,3%									
Guinée Bissau (7)					0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0													
Total (8)					314 590,5	51 691,7	253 233,3	42 499,4	406 161,9	64 138,1	24,2%	21,6%	-22,5%	-19,4%									
Importations globales (9)					466 886,8	142 348,7	498 072,9	130 661,8	483 854,8	147 901,6	-6,3%	8,9%	-3,5%	-3,8%									
Imports Prdts Indus. (10)					142 376,7	14 922,8	196 738,8	41 550,4	194 122,5	53 244,6	-27,6%	-64,1%	-26,7%	-72,0%									
Ratios (1/8)					12,9%	16,8%	18,2%	19,0%	72,7%	71,8%													
Ratios (2/8)					28,9%	25,6%	35,2%	27,9%	20,5%	18,5%													
Ratios (3/8)					0,2%	0,5%	0,7%	0,7%	0,4%	0,9%													
Ratios (4/8)					0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%													
Ratios (5/8)					51,4%	46,7%	38,2%	40,4%	4,9%	6,6%													
Ratios (6/8)					6,6%	10,4%	7,7%	12,0%	1,5%	2,1%													
Ratios (7/8)					0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%													
Ratios (8/9)					67,4%	36,3%	50,8%	32,5%	83,9%	43,4%													
Ratios (10/9)					30,5%	10,5%	39,5%	31,8%	40,1%	36,0%													

Source : Direction Générale des Douanes

## **2 ) Analyse comparative par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2002**

De l'observation du tableau N°5, on note :

- en terme de valeur, une baisse des importations en provenance de l'Union, au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2003 (51,6 milliards FCFA) par rapport à celles du 1<sup>er</sup> trimestre 2002 (64,1 milliards FCFA), soit un taux de régression de 19,41 %.

Cette régression accusée entre ces deux périodes s'explique essentiellement par la chute des importations en provenance de la Côte d'Ivoire qui sont passées de 46,0 milliards FCFA à 8,6 milliards FCFA, soit un taux de régression de 81,14%.

Les événements survenus en Côte d'Ivoire, depuis le 19 septembre 2002, ont entraîné un basculement des importations maliennes sur d'autres axes, notamment le Togo, le Bénin via le Burkina Faso et le Sénégal, avec des taux d'accroissement respectifs en volume du fret sur ces axes de 719,56%, 239,49% et 9,15%.

Ce basculement des échanges a entraîné un renchérissement des importations en raison des surcoûts liés au transport, aux frais d'approche à prendre en compte au cours de la mise à la consommation des produits importés.

Aussi, les importations en provenance du Burkina Faso et du Niger ont fortement baissé au 1<sup>er</sup> trimestre 2003 par rapport à celles du 1<sup>er</sup> trimestre 2002, avec des taux de régression respectifs de 57,20% et de 12,85%.

Par ailleurs, celles en provenance du Sénégal (13,2 milliards FCFA), du Bénin (5,3 milliards FCFA) et du Togo (24,1 milliards FCFA) ont accusé une forte augmentation au cours du trimestre sous étude, avec des taux de progression respectifs de 11,34%, de 295,26% et de 470,70%.

- les importations en provenance de l'Union ont été effectuées dans un rapport de 36,32 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2003 et 43,37 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2002, par rapport aux importations globales du pays pour les mêmes périodes.

## **3 ) Analyse comparative par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2002 :**

De l'observation du tableau N°5, on constate :

- en terme de valeur, une hausse des importations en provenance de l'Union, au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2003 (51,6 milliards FCFA) par rapport à celles du 4<sup>ème</sup> trimestre 2002 (42,4 milliards FCFA), soit un taux de progression de 21,63 %.

Cette progression accusée, au cours du trimestre sous étude par rapport au même trimestre de l'année précédente, s'explique essentiellement par la hausse des importations en provenance de la Côte d'Ivoire (passant de 8,0 milliards FCFA à 8,6 milliards FCFA), du Sénégal (passant de 11,8 milliards FCFA à 13,2 milliards FCFA), du Niger (passant de 14,5 milliards FCFA à 46,0 milliards FCFA), du Togo (passant de 17,1 milliards FCFA à 24,1 milliards FCFA) et du Bénin (passant de 5,0 milliards FCFA à 5,3 milliards FCFA), soient des taux de progression respectifs de 7,56%, 11,25%, 217,33%, 40,60% et de 5,69%.

Aussi, les importations en provenance du Burkina Faso (0,2 milliards FCFA) ont fortement baissé au 1<sup>er</sup> trimestre 2003 par rapport à celles du 1<sup>er</sup> trimestre 2002, avec un taux de régression de 15,01%.

- les importations en provenance de l'Union ont été effectuées dans un rapport de 36,32 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2003 contre 32,53 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2002, par rapport aux importations globales du pays pour les mêmes périodes.

- les produits industriels originaires agréés importés des pays membres de l'Union au titre du 1<sup>er</sup> trimestre 2003, ont suivi une forte tendance à la baisse par rapport à ceux importés au titre des premier et quatrième trimestres 2002 (avec des taux de régression de 64,09% entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2003 et le 4<sup>ème</sup> trimestre 2002 et de 71,97% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre en 2002).

## **B / Exportations à destination de l'Union : (Cf. Tableau N° 6)**

### **1 ) Au titre du 1<sup>er</sup> trimestre 2003 :**

Au titre du premier trimestre 2003, les exportations du Mali à destination de l'UEMOA, se chiffrent à 10,8 milliards FCFA, pour un volume de 23.937,1 tonnes. Ces exportations représentent 85,99 % des exportations globales du trimestre en valeur.

L'essentiel des exportations intra-communautaires a été effectué avec le Sénégal (89,79%), pour une valeur de 9,7 milliards FCFA et un volume de 17.999,8 tonnes.

Cependant, le coton reste le principal produit évacué sur le Sénégal pour une valeur de 9,0 milliards FCFA et un volume de 15.894,850 tonnes. Le coton, à lui seul représente 82,82% des exportations maliennes à destination des pays membres de l'UEMOA.

Il est à signaler que le niveau des statistiques d'exportation relatives aux animaux vivants est quelque peu biaisé par le fait que les exportations de bétail ne sont pas soumises au dépôt préalable de déclaration en détail ; aussi, le coton, les piles électriques, les peaux et cuirs, la farine, les boissons, les insecticides, et le sucre ont constitué les principaux produits destinés aux pays membres de l'UEMOA.

### **2 ) Analyse comparative par rapport au 1er trimestre 2002 et au 4<sup>ème</sup> trimestre 2002 :**

A travers le tableau N°6, il ressort que :

- les exportations du Mali à destination de l'Union au cours du trimestre sous étude, ont connu une certaine progression en valeur par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2002, soit un taux de progression de 72,61%. Seules les exportations du Mali à destination de la Côte d'Ivoire (84,6 milliards FCFA) ont fortement baissé par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2002 (2,1 milliards FCFA), avec un déficit de 2,9 milliards FCFA, soit un taux de régression de 96,13%. En effet, les autres pays notamment le Sénégal, le Burkina, le Niger, le Togo ont vu leur part accroître

respectivement de 161,93%, 148,26%, 295,4% et 381,43%. Le Mali n'a effectué aucune exportation sur le Bénin et la Guinée Bissau.

- par rapport au quatrième 2002, les exportations maliennes à destination des pays membres de l'UEMOA enregistrées au cordon douanier, en valeur, ont connu une certaine progression, soit un taux de progression de 72,61%. Aussi, les exportations du Mali à destination du Sénégal et du Burkina Faso ont progressé respectivement de 24,95% et de 5,58%, au titre de la période sous étude.

Les produits industriels originaires agréés n'ont pas évolué dans le même sens que les exportations à destination de l'Union. Au titre du 1<sup>er</sup> trimestre 2003, les exportations relatives à ces produits ont régressé par rapport aux 1<sup>er</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestres 2002 respectivement de 82,91% et de 97,85%.

Les exportations à destination de l'Union ont été effectuées dans un rapport de 10,82% au 1<sup>er</sup> trimestre 2003 contre 7,23% au 1<sup>er</sup> trimestre 2002 et 4,26% au 4<sup>ème</sup> trimestre 2002, par rapport aux importations globales du pays pour les mêmes périodes.

**Tableau N°6 : Situation comparative des exportations du Mali en direction des pays membres de l'UEMOA ;**  
1<sup>er</sup> trimestre 2003 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2002 et au 4<sup>ème</sup> trimestre 2002

Poids : En tonnes

Valeur : En Millions F CFA

Périodes	1 <sup>er</sup> Trimestre 2003		4 <sup>ème</sup> Trimestre 2002		1 <sup>er</sup> Trimestre 2002		Taux de progression			
	Poids (a <sub>1</sub> )	Valeur (b <sub>1</sub> )	Poids (a <sub>2</sub> )	Valeur (b <sub>2</sub> )	Poids (a <sub>3</sub> )	Valeur (b <sub>3</sub> )	(a <sub>1</sub> /a <sub>2</sub> )	(b <sub>1</sub> /b <sub>2</sub> )	(a <sub>1</sub> /a <sub>3</sub> )	(b <sub>1</sub> /b <sub>3</sub> )
<b>Pays 1 Réf.</b>										
Côte d'Ivoire (1)	828,2	84,6	1 805,8	171,0	9 782,8	2 184,0	-54,1%	-50,5%	-91,5%	-96,1%
Sénégal (2)	17 999,8	9 773,5	14 886,4	7 822,0	4 462,0	3 731,4	20,9%	24,9%	303,4%	161,9%
Burkina (3)	4 876,0	890,3	3 129,5	843,2	593,4	358,6	55,8%	5,6%	721,7%	148,3%
Niger (4)	102,6	78,7	146,4	99,3	99,3	19,9	-29,9%	-20,8%	3,3%	295,4%
Togo (5)	130,5	57,8	132,2	195,1	38,4	12,0	-1,3%	-70,4%	239,7%	381,4%
Bénin (6)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0				
Guinée Bissau (7)										
Total (8)	23 937,1	10 884,8	20 100,3	9 130,6	14 975,9	6 305,9	19,1%	19,2%	59,8%	72,6%
Exportations globales (9)	27 838,7	100 646,4	23 851,8	126 250,2	483 854,8	147 901,6	16,7%	-20,3%	-94,2%	-32,0%
Export. Profts Indust. (10)	2 216,7	1 143,4	7 155,6	6 691,3	194 123,5	53 244,6	-69,0%	-82,9%	-98,9%	-97,9%
Ratios (1/8)	3,3%	0,8%	9,0%	1,9%	65,3%	34,6%				
Ratios (2/8)	75,2%	89,8%	74,1%	85,7%	29,8%	59,2%				
Ratios (3/8)	20,4%	8,2%	15,6%	9,2%	4,0%	5,7%				
Ratios (4/8)	0,4%	0,7%	0,7%	1,1%	0,7%	0,3%				
Ratios (5/8)	0,5%	0,5%	0,7%	2,1%	0,3%	0,2%				
Ratios (6/8)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%				
Ratios (7/8)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%				
Ratios (8/9)	86,0%	10,8%	84,3%	7,2%	3,1%	4,3%				
Ratios (10/9)	8,0%	1,1%	30,0%	5,3%	40,1%	36,0%				

Source : Direction Générale des Douanes

### 2.3.4 Evolution des intentions d'exportations au 1<sup>er</sup> trimestre 2003.

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2003, le volume des exportations (102,10 milliards de Fcfa sans le bétail) a connu une baisse de 11,95 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2002.

Les exportations de coton ont diminué de 12,31 milliards de FCFA par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2002, correspondant à une baisse de 69,74% des recettes du coton. La baisse est due aux difficultés d'acheminement du coton vers les différents ports et au cours défavorable du coton sur le marché mondial.

L'augmentation enregistrée au niveau de l'or est appréciable. Elle se traduit par un accroissement de 13,94 milliards de FCFA représentant 17,73% des recettes du 1<sup>er</sup> trimestre 2002. Ceci est lié au planning de production en hausse des sociétés minières notamment celui de Morila et de la montée du cours de ce métal sur le marché mondial

Les céréales connaissent une baisse considérable au cours de la période. La rubrique peaux et cuirs connaît également une forte baisse par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2002.

Les fruits et légumes ont aussi enregistré une baisse importante dans la période sous revue.

Globalement, deux produits ( or, et divers ) sont en hausse tandis que les autres connaissent une baisse.

**Tableau N°7 :** Intentions d'exportation du 1<sup>er</sup> trimestre 2003 comparées à celles des 1<sup>er</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestres 2002 (en milliards de FCFA)

Produits	1 <sup>er</sup> Trimestre 2002	4 <sup>ème</sup> Trimestre 2002	1 <sup>er</sup> Trimestre 2003	Variations du 1 <sup>er</sup> Trimestre 2003 par rapport au 1 <sup>er</sup> Trimestre 2002
Coton	17,65	25,96	5,34	- 69,74 %
Bétail	12,70	4,75	-	-
OR	78,59	119,67	92,53	+ 17,73 %
Cuirs et Peaux	1,45	0,70	0,25	- 82,75 %
Fruits et Légumes	2,17	0,04	0,34	- 84,33 %
Céréales	0,21	0,01	0,01	- 95,23 %
Divers	3,20	3,31	3,63	+ 13,43 %
<b>Total</b>	<b>115,97</b>	<b>154,44</b>	<b>102,10</b>	<b>- 11,95 %</b>

Source : DNCC-DGRC-CMDT-DNGM.

## **2.4. BALANCE DES PAIEMENTS<sup>2</sup>**

Au Mali, le solde des paiements extérieurs est ressorti excédentaire de 86,8 milliards de FCFA en 2002 contre un excédent de 28,0 milliards un an plus tôt. Cette progression est principalement imputable au compte des transactions courantes.

Le déficit courant s'est réduit, en passant de 227,3 milliards de FCFA en 2001 à 92,2 milliards en 2002. Il reflète l'amélioration du solde de la balance commerciale et de celle des services.

La balance commerciale a enregistré un excédent de 140,7 milliards de Fcfa en 2002 contre un déficit de 7,0 milliards de Fcfa en 2001. Cette situation résulte essentiellement d'une hausse des exportations (- 20,1 %) et d'une contraction des importations (- 7,5 %). La progression des exportations est, dans une large mesure, liée à une hausse prononcée des exportations de coton-fibres, suite à la reprise de la production après la crise du secteur cotonnier survenue en 2001. Par ailleurs, les exportations d'or se sont chiffrées à 411,6 milliards de Fcfa en 2002, soit 57,8 milliards de plus que l'année précédente, en raison de l'exploitation d'une zone à très forte teneur dans la mine de Morila.

La baisse des importations est essentiellement due aux difficultés d'acheminement des marchandises liées à la crise ivoirienne. Par ailleurs, les importations de biens d'équipements sont en recul en raison de l'achèvement des travaux entrepris en vue de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations.

Le déficit de la balance des services a baissé en se situant à - 167,2 milliards de FCA en 2002 contre -198,1 milliards l'année précédente. Cette évolution favorable est en relation avec le repli des importations et, subséquemment, avec celui du débit du fret dont le poids est élevé dans le total de ce poste.

## **2.5. ANALYSE DE LA SITUATION MONETAIRE<sup>3</sup> au 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2003**

L'évolution de la situation monétaire estimée à fin mars 2003, comparée à celle à fin décembre 2002, est marquée par :

- une hausse des avoirs extérieurs nets ;
  - une diminution du crédit intérieur ;
- un accroissement de la masse monétaire

---

<sup>2</sup> Sources : BCEAO/MALI

<sup>3</sup> Source : BCEAO - Mali

### **2.5.1. Avoirs extérieurs nets**

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont enregistré une augmentation de 8,9 % entre décembre 2002 et mars 2003, en passant de 284,9 milliards de F CFA à 310,3 milliards de F CFA.

Cette progression est imputable à la hausse des avoirs extérieurs nets de la BCEAO (21,7 milliards de Fcfa) et des Banques (3,7 milliards de Fcfa).

### **2.5.2. Crédit intérieur**

L'encours du crédit intérieur s'est inscrit à 378,3 milliards de F CFA à fin mars 2003 contre 384,0 milliards à fin décembre 2002, soit une diminution de 2,5 %, en liaison avec le fléchissement des crédits à l'économie

#### **• Crédits à l'économie**

L'encours des crédits à l'économie est estimé à 409,8 milliards de F CFA à fin mars 2003, en baisse de 1,7 milliards de Fcfa ou - 0,4 % par rapport au mois de décembre 2002 où il s'est établi à 411,5 milliards de F CFA.

Cette évolution s'explique par la baisse des crédits ordinaires (33,4 milliards).

#### **• Position Nette du Gouvernement**

La position nette du Gouvernement est ressortie à - 31,5 milliards de F CFA à fin mars 2003 contre - 27,5 milliards en décembre 2002, soit une amélioration de 4,1 milliards.

### **2.5.3. Masse Monétaire**

Par rapport au mois de décembre 2002 où elle s'est élevée à 626,2 milliards, la masse monétaire a subi un accroissement de 3,8 % à fin mars 2003 en se chiffrant à 650,1 milliards de F CFA. Cette évolution s'est traduite, au niveau de ses composantes, par une augmentation des dépôts dans les banques (+7,8 %). Toutefois, cette hausse a été atténuée par la diminution de la circulation fiduciaire (- 2,4 %).



#### **2.5.4. Intervention de la Banque Centrale**

- **Concours aux banques**

Au cours de la période sous revue, le refinancement des banques auprès de la Banque Centrale s'est élevé à 21,0 milliards de Fcfa.

- **Concours à l'Etat**

Le Trésor Public n'a effectué aucun tirage sur l'avance statutaire au titre du premier trimestre 2003.

A fin mars 2003, le montant des titres d'Etat qui figurent dans le portefeuille de la Banque Centrale a fléchi de 15,8 % par rapport à son niveau de fin décembre 2002.

**Tableau n°8 : Situation des institutions monétaires**

unité : en millions de f cfa

	mars-02	déc-02 prov.	mars-03 prov.	Variation T/T-1 (en %)	Variation T/T-4 (en %)
<b>BCEAO</b>	177 299	239 289	260 969	9,1	47,2
Trésor	0	0	0	-	-
Banques	65 165	45 571	49 293	8,2	-24,4
<b>PNG</b>	-19 048	-27 493	-31 553	14,8	65,6
Crédits à l'économie	364 994	411 525	409 819	-0,4	12,3
Campagne	32 090	151	31 857	20 997,4	-0,7
Autres (ordinaires + obl.caut.)	332 904	411 374	377 962	-8,1	13,5
<i>dont : oblig. Caution.</i>	1 639	32	2 081	6 403,1	27,0
<i>douteux et litigieux</i>	27 486	25 847	30 580	18,3	11,3
<b>ACTIF = PASSIF</b>	588 409	668 891	688 528	2,9	17,0
<b>Circulation fiduciaire</b>	212 572	247 394	241 579	-2,4	13,6
Dépôts en CCP	0	0	0	-	-
Dépôts en banques	336 133	378 860	408 484	7,8	21,5
Stés d'Etat & EPIC	21 799	26 892	27 759	3,2	27,3
Particuliers & entreprises privées	314 334	351 968	380 725	8,2	21,1

Source : BCEAO

**Tableau n° 9 : Position nette du gouvernement (unité : en millions de F CFA)**

	mars-02	déc - 02 prov.	mars- 03 prov.	Variation T/T-1 (en %)	Variation T/T-4 (en %)
<b>Créances/Bque Centrale</b>	22 141	17 835	30 498	71,0	37,7
Encaisse CFA	8 719	2 913	4 423	51,8	-49,3
Dépôts	13 422	14 922	26 075	74,7	94,3
<b>Créances sur Bques Comm.</b>	152 905	158 461	149 426	-5,7	-2,3
<b>Créances sur Part. &amp; Ent. (O.C)</b>	1 639	32	2 081	6 403,1	27,0
<b>Concours Bque Centrale</b>	133 598	125 270	129 416	3,3	-3,1
BCEAO (avance statutaire)	23 235	23 235	23 235	0,0	0,0
BCEAO (Titres d'Etat repris)	2 200	1 900	1 600	-15,8	-27,3
Autres Concours	108 163	100 136	104 581	4,4	-3,3
Util. Ressources du FMI	108 163	100 136	104 581	4,4	-3,3
<b>Concours Bques Comm.</b>	24 039	23 564	21 036	-10,7	-12,5
<b>Dépôts part. &amp; entreprises en CCP</b>	0	0	0	0,0	0,0

Source : BCEAO

## **2.6. SITUATION DE LA DETTE EXTERIEURE AU 31 mars 2003**

Au 31 mars 2003, l'encours de la dette publique extérieure à moyen et long terme avant allègement est estimé à 1 772,8 milliards de F.CFA dont : 1 298,4 milliards de F.CFA au titre de la dette multilatérale (soit environ 73,3 %) et 474,4 milliards de F.CFA pour la dette bilatérale (soit environ 26,7 %).

En tenant compte de l'allègement, l'encours est estimé à 1 744,8 milliards de FCFA dont 1.270,2 milliards au titre de la dette multilatérale (environ 73%) et 474,4 milliards de FCFA pour la dette bilatérale (soit environ 27%).

Le service de la dette réglé avant allègement au 31 mars 2003 est estimé à 15,1 milliards de francs CFA ( dont : Principal = 11,2 milliards de francs CFA et intérêts = 3,9 milliards de FCFA ).

Après allègement, le service réglé est estimé à 8,4 milliards de FCFA (dont principal = 6,3 milliards de FCFA et intérêts = 2,1 milliards de FCA) à la même date.

Au 31 mars 2003, la République du Mali a bénéficié d'un allègement (au titre de l'initiative PPTE) de 6,7 milliards de FCFA dont 5 milliards au titre du principal.

Il n'y a pas de montant rééchelonné, ni de service sous moratoire.

Au 31 mars 2003, il n'existe aucun arriéré au titre du service de la dette publique extérieure du Mali : ainsi le critère de non-accumulation d'arriéré a été respecté.

Le Mali poursuit ses efforts de maîtrise de l'endettement. Il ne contracte aucune dette extérieure dont l'élément «don» est inférieur à 35 %.

Malgré la concessionnalité, l'encours reste élevé à cause de la dette multilatérale.

L'allègement de la dette du Mali qui a été approuvé par le Conseil d'Administration du FMI du 06 septembre 2000 et par celui de la Banque Mondiale du 07 septembre 2000 est entrain de se concrétiser avec la signature des accords avec la Banque Mondiale, les pays membres du Club de Paris, le Groupe de la BAD (BAD/FAD), la BOAD, le Fonds de l'OPEP, la Chine, le Fonds Koweïtien, la BEI. La signature des accords avec les autres bailleurs est attendue. Le Mali bénéficie également des ressources de la seconde phase de l'Initiative décidée à Cologne en juin 1999 par le sommet du G7 pour laquelle il a atteint le point d'achèvement le 28 Février 2003.

### 3. SURVEILLANCE MULTILATERALE

#### 3.1. CONVERGENCE REELLE

##### 3.1.1. Croissance économique

Depuis la dévaluation en 1994, le Mali ne cesse d'enregistrer des résultats encourageants en matière de croissance économique réelle, malgré les difficultés conjoncturelles de 2001.

Ainsi, le taux annuel moyen de croissance du PIB à prix constant est estimé à 5,5 % environ entre 1995 et 2002. Il en résulte une augmentation régulière du PIB à prix courant par habitant qui est ainsi passé de 110.700 F CFA en 1994 à 174 200 F CFA en 2000. Il devrait atteindre 204.904 F.CFA en 2003.

##### 3.1.2. Investissement

Cette croissance économique est soutenue par un important effort d'épargne et d'investissements publics. En effet, sur la période 1994-2002, le taux d'investissement moyen annuel est estimé à 21,5% du PIB. Mais, on constate une légère décélération du niveau de ces taux à partir de 1996 du fait d'une baisse des investissements privés par rapport à la croissance du PIB. Le taux d'investissement devrait se situer autour de 20,3%. Il convient donc de le maintenir à un niveau relativement élevé afin de soutenir la dynamique de croissance.

##### 3.1.3. Production

*Le Mali est un pays à économie agropastorale.*

La production céréalière demeure largement tributaire des aléas climatiques. Ainsi, elle est passée de 2,20 millions de tonnes durant la bonne campagne 1994-1995 à 2,57 millions de tonnes en 2001-2002. Pour la campagne 2002-2003, la production vivrière devrait connaître un léger recul de 3,7%, suite à la mauvaise pluviométrie.

La production de coton - graine commercialisé a régulièrement augmenté durant la même période passant de 293.757 tonnes en 1994-1995 à une production record de 592.000 tonnes en 2001-2002, soit une augmentation de 102,4% par rapport à l'année précédente. Pour la campagne 2002-2003, les prévisions de récolte, font état d'un recul de la production de 12%.

Quant au cheptel, les effectifs des bovins, ovins/caprins sont en progression durant ces différentes campagnes. Cependant, les exportations d'animaux vivants du Mali vers les autres pays de l'UEMOA (Côte-d'Ivoire, Sénégal, Togo,...) et de l'Afrique (Ghana, Algérie,...) ont baissé ces dernières années.

*Le Mali dispose aussi d'un sous-sol potentiellement riche.*

La production d'or qui était de 25,3 tonnes en 1999, a atteint 53,6 tonnes en 2001 avec l'ouverture des mines d'or de Yatela et de Morila. La production a encore cru en 2002 mais en 2003, il est prévu une légère baisse.

### 3.1.4. Echanges extérieurs

La politique commerciale actuellement suivie par le Mali vise à améliorer progressivement le taux de couverture des importations par les exportations grâce au développement des filières, à la diversification et à l'encouragement des créneaux d'exportation où le pays dispose d'avantages comparatifs certains. L'objectif est de parvenir à terme à un solde soutenable de la balance des paiements courants.

Ainsi, le taux de couverture des importations CAF par les exportations FOB s'améliore nettement depuis 1994. De 50,6% en 1994 ce taux atteint 99,6% en 1998 et 94,3% en 1999. Parallèlement, la balance commerciale dégage un déficit de 1,2 milliards et 21,2 milliards pour les années 1998 et 1999 respectivement.

En matière d'exportations, si les pays voisins de l'Union constituent les principales destinations pour les céréales et les animaux vivants, l'essentiel des échanges de coton, d'or, de peaux et cuirs, de légumes et fruits, s'effectue hors de l'Union.

## 3.2. CONVERGENCE NOMINALE

En fin mars 2003, les critères de convergence « budgétaire » ayant une signification au cours d'un trimestre, sont ressortis dans le tableau ci-après :

**Tableau N°10 : Les critères de convergence**

	2002 mars Prov.	2003 mars Prév.	2003 mars Prov.	Normes UEMOA 2002	Etat de la convergence en mars 2003
<b><u>Critère de 1<sup>er</sup> rang</u></b>					
Variat. Arr. Int. (milliards)	0,0	0,0	0,0	$\leq 0$	Respectée
Variat. Arr. Ext. (milliards)	0,0	0,0	0,0	$\leq 0$	Respectée
<b><u>Critère de 2<sup>nd</sup> rang</u></b>					
Sal. / RF (%)	27,7%	34,4%	30,8%	$\leq \text{à } 35 \%$	Respectée
Inv. fin.sur Ress.Int./RF (%)	21,8%	22,8%	13,6%	$\geq \text{à } 20\%$	Non respectée
Inflation (*)			4,0%	$\leq \text{à } 3 \%$	Non respectée

**NB : (\*) chiffres définitifs de l'Indice harmonisé des prix à la consommation dans le district de Bamako**

## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'Afrique en général et les pays de l'UEMOA en particulier, doivent envisager et consolider les réformes et mesures de politique économique qui leur permettront de mieux s'insérer dans le processus actuel de globalisation.

Pour le cas du Mali, la croissance sur la base du PIB plus comparable a atteint 12,0% en 2001. Pour l'année 2002 elle est de 3,9% et en 2003, il est attendu un taux de 2,9%. Cette croissance devrait se traduire au niveau macro-économique par :

- ✓ la poursuite de l'assainissement et la restructuration en profondeur des filières agricoles et des entreprises publiques.
- ✓ l'atténuation des pressions inflationnistes qui, au cours de ces deux dernières années, ont été une source de détérioration de la marge de compétitivité précédemment acquise ;
- ✓ l'intensification des actions visant le renforcement des capacités d'offre ;
- ✓ la consolidation des relations avec les partenaires extérieurs, en vue de mobiliser l'assistance financière nécessaire à la mise en œuvre rapide et efficace des actions de lutte contre la pauvreté
- ✓ l'amélioration de solde commercial, qui passerait d'une situation déficitaire à une situation excédentaire, et du solde courant de la balance des paiements.

Pour atteindre ces objectifs, il conviendrait de mettre en œuvre un certain nombre de mesures de politique économique notamment :

- ✓ la pleine utilisation des capacités de production existantes et l'accélération de la mise en œuvre des politiques d'offre, susceptibles de contribuer à l'élargissement de la base productive et à la relance effective de la croissance économique ;
- ✓ le maintien du taux d'investissement à un niveau élevé du PIB afin de permettre au ratio "investissements publics financés sur ressources internes en pourcentage des recettes fiscales" de réaliser la norme indicative de 20% fixée par l'Union;
- ✓ la mise en application effective des réformes structurelles qui font l'objet d'un large consensus (développement du capital humain, accroissement de la productivité et de la compétitivité des économies, renforcement des infrastructures de base, amélioration de l'efficacité et de la qualité des services publics) ;
- ✓ la début de la mise en œuvre du plan d'action du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté qui permettraient d'amorcer véritablement la mise en œuvre des programmes économiques conçus à cet effet et de coordonner l'aide internationale, en vue du financement approprié des investissements requis ;
- ✓ poursuivre de l'amélioration de la situation des finances publiques en vue d'un accroissement régulier de l'épargne publique et de sa mobilisation en faveur des secteurs porteurs.

Au total, il s'agirait de parvenir à une croissance économique saine et durable../